

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYŻANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Pour rentrer dans le processus de certification des comptes, la Ville de Montpellier doit se porter candidate à cette expérimentation auprès du ministre chargé des collectivités territoriales, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Le ministre chargé des collectivités territoriales et celui chargé des comptes publics se prononceront sur la candidature de la Ville sur avis du premier président de la Cour des comptes.

Si la candidature de la Ville était retenue, une convention devra être conclue entre le premier président de la Cour des comptes et Monsieur le Maire. Elle en définira les modalités de mise en œuvre et précisera notamment les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront.

Candidater à l'expérimentation de la certification des comptes est un acte de transparence démocratique qui s'inscrit dans le mouvement de fiabilisation et de lisibilité des comptes publics.

Les objectifs de la certification de nos comptes sont multiples :

- Répondre à un impératif démocratique en justifiant de l'emploi des fonds publics
- Disposer d'une information fiable sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité
- Améliorer la transparence sur la situation financière pour les élus et les citoyens
- Mieux connaître les charges actuelles et futures

Après avoir répondu aux exigences de la dématérialisation, il est proposé au Conseil de poursuivre une politique ambitieuse de gestion financière en répondant favorablement à l'appel à candidature sur la certification des comptes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- autoriser la candidature de la Ville de Montpellier à l'expérimentation sur la certification des comptes,
- autoriser la signature de la convention qui définira les modalités de mise en œuvre de la certification des comptes et précisera les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/04/2016